

**Arrêté préfectoral n°1122-24-20072  
prescrivant une amende administrative et une mise en demeure**

**Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT  
Commune d'Ecouché les Vallées (61)**

Le Préfet de l'Orne,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171.6, L.171-7, L.171-8, L.514-5 et L.541-3 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.211-2 et L.231-1 à L.231-6 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

**Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 et le récépissé de changement d'exploitant du 19 décembre 2006 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un établissement de transit et regroupement de déchets situé à Fontenai sur Orne, commune rattachée à Ecouché les Vallées (SIRET 47998140900028) ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 avril 2018, 19 mai 2021 et 25 avril 2023 modifiant cet arrêté du 14 août 2000 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection en date du 30 juillet 2024 transmis par courrier signé le 1<sup>er</sup> août 2024 ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 5 septembre 2024 indiquant que des actions étaient engagées pour traiter les anomalies constatées ;

**Considérant que** lors de l'inspection du 31 mai 2024, il a été constaté les non-conformités suivantes :

- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a procédé à un dépôt de matières de vidange de station d'épuration collective directement chez un agriculteur sans autorisation, aucun stockage déporté n'étant autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2000 complété susvisé ;
- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a déclaré, dans son registre de traçabilité des déchets, avoir réceptionné les matières de vidange précitées sur le site d'Ecouché les Vallées alors que ce déchet n'est pas autorisé à la réception par l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé ;
- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a procédé à un mélange de matières de vidange de station d'épuration collective avec des déchets de fumiers/lisiers chez un agriculteur, ce qui est interdit en application des dispositions des articles L.541-21 et R. 211-29 du code de l'environnement ;
- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a déposé des matières de vidange de station d'épuration collective chez un agriculteur avec lequel elle a établi une convention d'épandage, en vue d'un épandage selon le plan d'épandage modifié le 18 octobre 2022, alors que les déchets précités ne sont pas autorisés dans le cadre de ce plan d'épandage, ce qui constitue un non-respect du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé ;
- le registre des déchets non dangereux réceptionnés au sein des installations d'Ecouché les Vallées est incomplet et ne respecte pas les dispositions de l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé ;
- le registre des déchets transportés par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT est incomplet et ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;
- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a procédé à une collecte de déchets qui a fait l'objet d'un bordereau inapproprié et qui n'a pas été versée dans l'application TrackDéchets, qui est l'application nationale d'application obligatoire qui permet d'assurer la traçabilité des déchets dangereux depuis leur producteur jusqu'à l'éliminateur final, ce qui constitue un non-respect des dispositions de l'article R.541-45 du code de l'environnement ;
- l'exploitation des données transmises et déclarées dans l'application TrackDéchets permet de constater que la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT ne procède pas à une pesée systématique des déchets réceptionnés sur le site d'Ecouché les Vallées, ce qui constitue un non-respect de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé ;

**Considérant que** le dépôt de déchets constaté est réalisé dans des conditions de nature à générer un risque de pollution des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface ;

**Considérant que** les non-conformités constatées sont de nature à nuire à l'obligation de traçabilité des déchets requise en lien avec la responsabilité de gestion des déchets définie à l'article L.541-2 du code de l'environnement ;

**Considérant que** la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant que** dès lors, il y a lieu de rendre redevable la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT du paiement d'une amende conformément aux dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement susvisé ;

**Considérant qu'**aux termes de l'article L.541-3-I du code de l'environnement, lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du chapitre premier du titre IV du code de l'environnement et des règlements pris pour leur application, le préfet peut ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € ;

**Considérant qu'**il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de régulariser sa situation au regard de la réglementation ICPE ;

**Considérant que** l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'observation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**SUR proposition** du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Amende administrative**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est redevable pour l'établissement qu'elle exploite à cette même adresse (SIRET 47998140900028) d'une amende administrative de 1 500 €, pour avoir déposé 35 m<sup>3</sup> de boues de station d'épuration collective dans une installation non autorisée à les recevoir le 27 mai 2024.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 1 500 € est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régionale des finances publiques de Normandie.

### **Article 2 : Mise en demeure – Dépôts et déchets autorisés**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter dans un délai de 24h après la notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

- régulariser la situation administrative de son site, en arrêtant tout dépôt de déchets au sein des installations agricoles exploitées par monsieur Eric FLEURY, située au 1, chemin du Jonquet – Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées ;
- respecter les dispositions de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2018 fixant la liste des déchets entrants autorisés sur le site de la plate-forme de transit/regroupement.

Cette prescription sera considérée respectée lorsque la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT aura justifié de l'arrêt de la collecte de matières de vidange de station d'épuration collective.

### **Article 3 : Mise en demeure – Registre déchets de la plate-forme**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé :

#### ***« Article 9.1.2.1 – Registre de déchets entrants***

*L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.6.*

*Le registre des déchets entrants contient les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.*

*L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.*

*Dans le cas où l'exploitant s'est acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement, il n'a plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets entrants. Les données présentes dans le registre national des déchets lui demeurent accessibles, de façon à ce qu'il puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. »*

Délai : un mois à compter de la notification du présent arrêté

### **Article 4 : Mise en demeure – Registre déchets de transport**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement :

*« Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.*

*Ce registre contient au moins les informations suivantes :*

*a) Concernant les dates de transit du déchet :*

- la date d'enlèvement du déchet ;*
- la date de déchargement du déchet ;*

*b) Concernant la dénomination, nature et quantité :*

- la dénomination usuelle du déchet ;*
- le code du déchet sortant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement ;*
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;*
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;*
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ;*
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;*

*c) Concernant le transport du déchet :*

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;*
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;*



- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié. »

Délai : un mois à compter de la notification du présent arrêté

#### **Article 5 : Mise en demeure – Pesée des déchets**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé :

##### **« Article 9.1.1 – Déchets entrants autorisés et contrôlés**

[...] L'établissement est équipé d'un moyen de pesée (pont bascule) ou une convention est établie avec un prestataire disposant d'un tel équipement, afin que chaque apport de déchets fasse l'objet d'un mesurage. Dans les 2 cas, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier du bon étalonnage de l'instrument de pesée.

Dans tous les cas, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte. »

Délai : un mois à compter de la notification du présent arrêté

#### **Article 6 : Mise en demeure – TrackDéchets**

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article R.541-45 du code de l'environnement :

##### **« Article R. 541-45 du code de l'environnement**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets",

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les

*remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »*

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la régularisation dans l'application TrackDéchets la situation des déchets collectés dans le cadre du bon de travaux 61-20427.

#### **Article 7 : Sanction**

Faute pour la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de se conformer aux dispositions figurant aux articles 2 à 6 du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R.421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 9 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé : rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

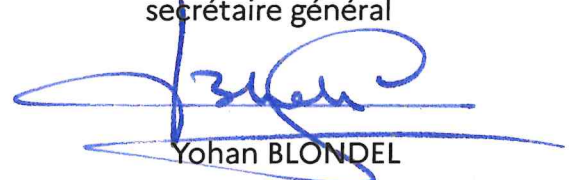
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune d'Ecouché les Vallées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

#### **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Ecouché les Vallées, le directeur régional des finances publiques de Normandie ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **17 SEP. 2024**

Pour le préfet,  
le sous-préfet,  
secrétaire général



Yohan BLONDEL